

Démarche : Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

Organisme : Direction des plateformes en ligne (DPL)

Identité du demandeur

Email	
Civilité	
Nom	
Prénom	

Formulaire

La présente démarche a pour objectif de permettre aux organismes éligibles de déposer une candidature au statut de signaleur de confiance conformément à l'article 22 du Règlement sur les services numériques.
Cet acte de candidature permettra à l'Arcom d'évaluer les compétences d'un organisme et de lui accorder ou non le statut de signaleur de confiance à l'issue de l'évaluation de son dossier de candidature.

Informations sur le mandataire social de l'entité candidate

1. Dénomination ou raison sociale

2. Préciser le statut juridique

3. Si possible, indiquer l'objet social (activités que l'entité candidate est en droit d'exercer)

4. Numéro SIREN

5. Numéro RNA (pour les associations)

6. Date de création

7. Précisions sur la nature de l'organisme (pour les associations : association simple, fédération, syndicat etc.)

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

8. Précisions sur les moyens humains : nombre de salariés et de membres bénévoles etc.

9. Adresse du siège social de l'organisme

10. Si différents du siège social : lieu d'établissement et lieu d'activité de l'organisme (préciser les SIRETS correspondants)

11. Coordonnées de la personne ou des personnes de l'organisme qui seront en charge d'assurer la liaison avec l'Arcom en ce qui concerne la présente candidature

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Fonction

Adresse électronique

Numéro de téléphone (contact direct)

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Fonction

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

Adresse électronique

Numéro de téléphone (contact direct)

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Fonction

Adresse électronique

Numéro de téléphone (contact direct)

Expertise et compétences : détection, identification et notification des contenus illicites

1. Missions, activités et/ou services de l'organisme (autres que la mission de signaleur de confiance)

2. Motivations sous-tendant la présente candidature au statut de signaleur de confiance

3. En se référant aux catégories répertoriées dans l'annexe 1 disponible dans la page d'accueil de l'acte : dans quel(s) domaine(s) d'expertise l'organisme entend-il effectuer ses missions de signaleur de confiance ? (la réponse doit obligatoirement mentionner une ou plusieurs catégories, et peut mentionner des sous-catégories)

Catégorie

☐ Atteinte aux mineurs

☐ Non-application des restrictions liées à l'âge des mineurs

☐ Pédopornographie / matériel pédopornographique

☐ Provocation ou incitation sexuelle sur mineurs

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☒ Défis dangereux
 - ☒ Diffusion de l'image d'un enfant portant gravement atteinte à la dignité ou à l'intégrité morale de celui-ci
- ☐ Atteintes aux personnes résultant d'un traitement des données à caractère personnel
 - ☒ Absence de base légale de traitement des données
 - ☒ Violation du droit à l'oubli
 - ☒ Atteinte frauduleuse à des données
 - ☒ Autres violations du règlement général de protection des données à caractère personnel
- ☐ Comportement non consensuel
 - ☒ Partage d'image d'une personne sans son consentement (à l'exclusion des images à caractère sexuel)
 - ☒ Montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement ("deepfake" ou similaire utilisant les fonctionnalités d'un tiers)
 - ☒ Doxing (communication publique d'informations personnellement identifiables sur une personne)
- ☐ Discours illégaux
 - ☒ Diffamation
 - ☒ Discrimination à raison de l'origine, de la race ou de la religion, réelle ou supposée
 - ☒ Discours de haine
 - ☒ Menaces de violence (telles que les menaces de mort)
 - ☒ Négationnisme historique, apologie de crimes contre l'humanité ou négationnisme de crimes de guerre
- ☐ Effets négatifs sur le discours civique ou les élections
 - ☒ Manipulation de l'information et ingérence étrangère
 - ☒ Manipulation de l'information visant à affecter la sincérité ou le résultat des élections
- ☐ Harcèlement ou intimidation en ligne
 - ☒ Harcèlement
 - ☒ Harcèlement sexuel
- ☐ Pornographie ou contenu sexualisé
 - ☒ Partage d'image à caractère sexuel sans le consentement de la personne (à l'exclusion des contenus représentant des mineurs)
 - ☒ Viol et autres violences sexuelles (représentation du viol et incitation au viol)
- ☐ Provocation à la mise en danger d'autrui
 - ☒ Contenu encourageant les troubles de l'alimentation
 - ☒ Incitation à l'automutilation
 - ☒ Incitation au suicide
- ☐ Risque pour la sécurité publique

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☒ Provocation ou incitation à la commission de troubles à l'ordre public
- ☒ Propagande pour des organisations illégales
- ☒ Risque d'atteinte à l'environnement
- ☒ Risque pour la santé publique
- ☒ Contenu terroriste
- ☐ Violence
 - ☒ Violence en réunion
 - ☒ Violences sexistes et sexuelles
 - ☒ Exploitation humaine
 - ☒ Traite des êtres humains
- ☐ Atteintes à la propriété intellectuelle et aux autres droits commerciaux
 - ☒ Violation des droits d'auteur et des droits voisins
 - ☒ Infraction aux dessins et modèles
 - ☒ Infractions aux droits sur les manifestations sportives
 - ☒ Infractions en matière d'indications géographiques (AOC/AOP)
 - ☒ Infractions en matière de brevets
 - ☒ Atteinte au secret des affaires
 - ☒ Contrefaçon de marque
- ☐ Champ d'application illégal de l'accès à la plateforme/au contenu
 - ☒ Absence de mise en œuvre de restrictions liées à l'âge autres que celles concernant les mineurs
 - ☒ Blocage géographique injustifié
 - ☒ Non-respect des exigences linguistiques
 - ☒ Autres restrictions d'accès discriminatoires
- ☐ Escroquerie et/ou fraude
 - ☒ Comptes inauthentiques
 - ☒ Annonces inauthentiques
 - ☒ Avis d'utilisateurs inauthentiques
 - ☒ Usurpation d'identité ou détournement de compte
 - ☒ Hameçonnage
 - ☒ Ventes pyramidales
- ☐ Produits dangereux et/ou illégaux
 - ☒ Informations insuffisantes sur les commerçants

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☒ Offre illégale de biens et de services réglementés (par exemple, dans le domaine de la santé)
- ☒ Vente de produits non conformes (par exemple, jouets dangereux)
- ☒ Trafic de drogues et d'armes
- ☒ Pratiques illégales au regard de la législation sur la protection des consommateurs
- ☒ Logiciels malveillants (tels que rançongiciels)
- ☐ Infractions contre les animaux
 - ☒ Atteinte à l'intégrité physique des animaux
 - ☒ Vente illégale d'animaux et/ou contrebande d'espèces sauvages

Relève d'une autre sous-catégorie, non mentionnée ci-dessus, le cas échéant, préciser laquelle

Catégorie

- ☐ Atteinte aux mineurs
 - ☒ Non-application des restrictions liées à l'âge des mineurs
 - ☒ Pédopornographie / matériel pédopornographique
 - ☒ Provocation ou incitation sexuelle sur mineurs
 - ☒ Défis dangereux
 - ☒ Diffusion de l'image d'un enfant portant gravement atteinte à la dignité ou à l'intégrité morale de celui-ci
- ☐ Atteintes aux personnes résultant d'un traitement des données à caractère personnel
 - ☒ Absence de base légale de traitement des données
 - ☒ Violation du droit à l'oubli
 - ☒ Atteinte frauduleuse à des données
 - ☒ Autres violations du règlement général de protection des données à caractère personnel
- ☐ Comportement non consensuel
 - ☒ Partage d'image d'une personne sans son consentement (à l'exclusion des images à caractère sexuel)
 - ☒ Montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement ("deepfake" ou similaire utilisant les fonctionnalités d'un tiers)
 - ☒ Doxing (communication publique d'informations personnellement identifiables sur une personne)
- ☐ Discours illégaux
 - ☒ Diffamation
 - ☒ Discrimination à raison de l'origine, de la race ou de la religion, réelle ou supposée
 - ☒ Discours de haine
 - ☒ Menaces de violence (telles que les menaces de mort)
 - ☒ Négationnisme historique, apologie de crimes contre l'humanité ou négationnisme de crimes de guerre

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Effets négatifs sur le discours civique ou les élections

☒ Manipulation de l'information et ingérence étrangère

☒ Manipulation de l'information visant à affecter la sincérité ou le résultat des élections

☐ Harcèlement ou intimidation en ligne

☒ Harcèlement

☒ Harcèlement sexuel

☐ Pornographie ou contenu sexualisé

☒ Partage d'image à caractère sexuel sans le consentement de la personne (à l'exclusion des contenus représentant des mineurs)

☒ Viol et autres violences sexuelles (représentation du viol et incitation au viol)

☐ Provocation à la mise en danger d'autrui

☒ Contenu encourageant les troubles de l'alimentation

☒ Incitation à l'automutilation

☒ Incitation au suicide

☐ Risque pour la sécurité publique

☒ Provocation ou incitation à la commission de troubles à l'ordre public

☒ Propagande pour des organisations illégales

☒ Risque d'atteinte à l'environnement

☒ Risque pour la santé publique

☒ Contenu terroriste

☐ Violence

☒ Violence en réunion

☒ Violences sexistes et sexuelles

☒ Exploitation humaine

☒ Traite des êtres humains

☐ Atteintes à la propriété intellectuelle et aux autres droits commerciaux

☒ Violation des droits d'auteur et des droits voisins

☒ Infraction aux dessins et modèles

☒ Infractions aux droits sur les manifestations sportives

☒ Infractions en matière d'indications géographiques (AOC/AOP)

☒ Infractions en matière de brevets

☒ Atteinte au secret des affaires

☒ Contrefaçon de marque

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Champ d'application illégal de l'accès à la plateforme/au contenu

☐ Absence de mise en œuvre de restrictions liées à l'âge autres que celles concernant les mineurs

☐ Blocage géographique injustifié

☐ Non-respect des exigences linguistiques

☐ Autres restrictions d'accès discriminatoires

☐ Escroquerie et/ou fraude

☐ Comptes inauthentiques

☐ Annonces inauthentiques

☐ Avis d'utilisateurs inauthentiques

☐ Usurpation d'identité ou détournement de compte

☐ Hameçonnage

☐ Ventes pyramidales

☐ Produits dangereux et/ou illégaux

☐ Informations insuffisantes sur les commerçants

☐ Offre illégale de biens et de services réglementés (par exemple, dans le domaine de la santé)

☐ Vente de produits non conformes (par exemple, jouets dangereux)

☐ Trafic de drogues et d'armes

☐ Pratiques illégales au regard de la législation sur la protection des consommateurs

☐ Logiciels malveillants (tels que rançongiciels)

☐ Infractions contre les animaux

☐ Atteinte à l'intégrité physique des animaux

☐ Vente illégale d'animaux et/ou contrebande d'espèces sauvages

Relève d'une autre sous-catégorie, non mentionnée ci-dessus, le cas échéant, préciser laquelle

Catégorie

☐ Atteinte aux mineurs

☐ Non-application des restrictions liées à l'âge des mineurs

☐ Pédopornographie / matériel pédopornographique

☐ Provocation ou incitation sexuelle sur mineurs

☐ Défis dangereux

☐ Diffusion de l'image d'un enfant portant gravement atteinte à la dignité ou à l'intégrité morale de celui-ci

☐ Atteintes aux personnes résultant d'un traitement des données à caractère personnel

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☒ Absence de base légale de traitement des données
- ☒ Violation du droit à l'oubli
- ☒ Atteinte frauduleuse à des données
- ☒ Autres violations du règlement général de protection des données à caractère personnel
- ☐ Comportement non consensuel
 - ☒ Partage d'image d'une personne sans son consentement (à l'exclusion des images à caractère sexuel)
 - ☒ Montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement ("deepfake" ou similaire utilisant les fonctionnalités d'un tiers)
 - ☒ Doxing (communication publique d'informations personnellement identifiables sur une personne)
- ☐ Discours illégaux
 - ☒ Diffamation
 - ☒ Discrimination à raison de l'origine, de la race ou de la religion, réelle ou supposée
 - ☒ Discours de haine
 - ☒ Menaces de violence (telles que les menaces de mort)
 - ☒ Négationnisme historique, apologie de crimes contre l'humanité ou négationnisme de crimes de guerre
- ☐ Effets négatifs sur le discours civique ou les élections
 - ☒ Manipulation de l'information et ingérence étrangère
 - ☒ Manipulation de l'information visant à affecter la sincérité ou le résultat des élections
- ☐ Harcèlement ou intimidation en ligne
 - ☒ Harcèlement
 - ☒ Harcèlement sexuel
- ☐ Pornographie ou contenu sexualisé
 - ☒ Partage d'image à caractère sexuel sans le consentement de la personne (à l'exclusion des contenus représentant des mineurs)
 - ☒ Viol et autres violences sexuelles (représentation du viol et incitation au viol)
- ☐ Provocation à la mise en danger d'autrui
 - ☒ Contenu encourageant les troubles de l'alimentation
 - ☒ Incitation à l'automutilation
 - ☒ Incitation au suicide
- ☐ Risque pour la sécurité publique
 - ☒ Provocation ou incitation à la commission de troubles à l'ordre public
 - ☒ Propagande pour des organisations illégales
 - ☒ Risque d'atteinte à l'environnement

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☒ Risque pour la santé publique
- ☒ Contenu terroriste
- ☐ Violence
 - ☒ Violence en réunion
 - ☒ Violences sexistes et sexuelles
 - ☒ Exploitation humaine
 - ☒ Traite des êtres humains
- ☐ Atteintes à la propriété intellectuelle et aux autres droits commerciaux
 - ☒ Violation des droits d'auteur et des droits voisins
 - ☒ Infraction aux dessins et modèles
 - ☒ Infractions aux droits sur les manifestations sportives
 - ☒ Infractions en matière d'indications géographiques (AOC/AOP)
 - ☒ Infractions en matière de brevets
 - ☒ Atteinte au secret des affaires
 - ☒ Contrefaçon de marque
- ☐ Champ d'application illégal de l'accès à la plateforme/au contenu
 - ☒ Absence de mise en œuvre de restrictions liées à l'âge autres que celles concernant les mineurs
 - ☒ Blocage géographique injustifié
 - ☒ Non-respect des exigences linguistiques
 - ☒ Autres restrictions d'accès discriminatoires
- ☐ Escroquerie et/ou fraude
 - ☒ Comptes inauthentiques
 - ☒ Annonces inauthentiques
 - ☒ Avis d'utilisateurs inauthentiques
 - ☒ Usurpation d'identité ou détournement de compte
 - ☒ Hameçonnage
 - ☒ Ventes pyramidales
- ☐ Produits dangereux et/ou illégaux
 - ☒ Informations insuffisantes sur les commerçants
 - ☒ Offre illégale de biens et de services réglementés (par exemple, dans le domaine de la santé)
 - ☒ Vente de produits non conformes (par exemple, jouets dangereux)
 - ☒ Trafic de drogues et d'armes

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☒ Pratiques illégales au regard de la législation sur la protection des consommateurs

☒ Logiciels malveillants (tels que rançongiciels)

☐ Infractions contre les animaux

☒ Atteinte à l'intégrité physique des animaux

☒ Vente illégale d'animaux et/ou contrebande d'espèces sauvages

Relève d'une autre sous-catégorie, non mentionnée ci-dessus, le cas échéant, préciser laquelle

4. L'organisme entend-il effectuer ses signalements au regard du droit de plusieurs États membres ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Lequels ?

Pays membre(s) de l'Union européenne

Pays membre(s) de l'Union européenne

Pays membre(s) de l'Union européenne

5. Quelles sont la ou les langues que l'organisme sera susceptible d'utiliser dans ses échanges avec les plateformes en ligne ? Langue officielle de l'Union européenne

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Anglais

☐ Arabe

☐ Chinois

☐ Espagnol

☐ Français

☐ Russe

☐ Albanais

☐ Allemand

☐ Amazigh

☐ Arménien

☐ Aymara

☐ Bengali

☐ Catalan

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Coréen

☐ Croate

☐ Danois

☐ Éwé

☐ Guarani

☐ Grec

☐ Hongrois

☐ Italien

☐ Japonais

☐ Kikongo

☐ Kiswahili

☐ Lingala

☐ Malais

☐ Mongol

☐ Néerlandais

☐ Occitan

☐ Ourdou

☐ Persan

☐ Portugais

☐ Quechua

☐ Roumain

☐ Samoan

☐ Serbe

☐ Sesotho

☐ Slovaque

☐ Slovène

☐ Suédois

☐ Tamoul

☐ Turc

☐ Afrikaans

☐ Araona

☐ Azéri

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☐ Baure
- ☐ Bambara
- ☐ Bésiro
- ☐ Bichelamar
- ☐ Biélorusse
- ☐ Birman
- ☐ Bulgare
- ☐ Canichana
- ☐ Cavineña
- ☐ Cayubaba
- ☐ Chácobo
- ☐ Chichewa
- ☐ Chimane
- ☐ Créole de Guinée-Bissa
- ☐ Créole du Cap-vert
- ☐ Créole Antillais
- ☐ Créole seychellois
- ☐ Divehi
- ☐ Dzongkha
- ☐ Ese 'ejja
- ☐ Estonien
- ☐ Fidjien
- ☐ Filipino
- ☐ Finnois
- ☐ Géorgien
- ☐ Gilbertin
- ☐ Guarasu'we
- ☐ Guarayu
- ☐ Hébreu
- ☐ Hindi
- ☐ Hindi des Fidji
- ☐ Hiri motu

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

- ☐ Indonésien
- ☐ Irlandais
- ☐ Islandais
- ☐ Itonama
- ☐ Kallawaya
- ☐ Kabiye
- ☐ Kazakh
- ☐ Khmer
- ☐ Kirghiz
- ☐ Kirundi
- ☐ Kurde
- ☐ Lao
- ☐ Letton
- ☐ Lituanien
- ☐ Luxembourgeois
- ☐ Macédonien
- ☐ Machineri
- ☐ Malgache
- ☐ Maltais
- ☐ Maori
- ☐ Maori des Îles Cook
- ☐ Maropa
- ☐ Marshallais
- ☐ Mirandais
- ☐ Mojeño-Trinitario
- ☐ Mojeño-Ignaciano
- ☐ Monténégrin
- ☐ Moré
- ☐ Mosetén
- ☐ Movima
- ☐ Nauruan
- ☐ Ndébélé du Transvaal

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Népalais

☐ Norvégien

☐ Ouzbek

☐ Pacahuara

☐ Pachto

☐ Paluan

☐ Polonais

☐ Puquina

☐ Sango

☐ Shikomor

☐ Shona

☐ Shuar

☐ Sindebele

☐ Singhalais

☐ Sirionó

☐ Somali

☐ Sotho

☐ Tacana

☐ Tadjik

☐ Tapiete

☐ Tchèque

☐ Tétoum

☐ Tigrinya

☐ Thaï

☐ Tok pisin

☐ Tongien

☐ Toromona

☐ Turkmène

☐ Tuvaluan

☐ Ukrainien

☐ Uru-Chipaya

☐ Vietnamien

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Wichi

☐ Yaminahua

☐ Yuki

☐ Yuracaré

☐ Zamuco

☐ Zoulou

6. L'organisme mène-t-il actuellement ou a-t-il mené par le passé des activités relatives à la détection, l'identification et la notification aux plateformes en ligne de contenus illicites ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

6.1. Décrire l'expérience préalable pertinente de votre organisme en matière de détection, d'identification et de notification de contenus illicites en ligne dans chacun des domaines d'expertise déclarés

6.2. Préciser les noms des plateformes en ligne sur lesquelles, actuellement, l'organisme effectue une veille et/ou avec lesquelles il bénéficie d'un statut de « signaleur prioritaire » (ou équivalent) et/ou avec lesquelles il a des accords bilatéraux incluant une activité de signalement

7. Autre expérience, activité ou expertise pertinente (ex. : sensibilisation, prévention...)

8. Méthodes et moyens utilisés, ou qui seront utilisés, par l'organisme dans la détection, l'identification et la notification de contenus illicites : Notamment, ressources humaines, procédures (y compris les normes d'évaluation), outils et systèmes utilisés

9. Qualifications ou certifications exigées, ou qui seront exigées, par l'organisme auprès de son personnel en charge des activités de signalement

10. Le personnel en charge des activités de signalement dispose-t-il de solides connaissances linguistiques et juridiques (notamment, connaissance du droit national) du ou des pays dans lequel l'organisme entend effectuer des signalements ?

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Développer

11. Ces activités sont-elles ou seront-elles, pour tout ou partie, sous-traitées ? Le cas échéant indiquer le nom du sous-traitant et les prestations sous-traitées pour le compte de l'organisme

Informations relatives à l'indépendance

1. Dirigeant(s) de l'organisme

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Indiquer les fonctions exercées par ces dirigeants au sein d'organismes tiers le cas échéant, afin d'apprécier l'indépendance de l'organisme candidat vis-à-vis des plateformes

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Indiquer les fonctions exercées par ces dirigeants au sein d'organismes tiers le cas échéant, afin d'apprécier l'indépendance de l'organisme candidat vis-à-vis des plateformes

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Indiquer les fonctions exercées par ces dirigeants au sein d'organismes tiers le cas échéant, afin d'apprécier

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance
l'indépendance de l'organisme candidat vis-à-vis des plateformes

2. Membre(s) des organes de gouvernance et de direction de l'organisme candidat

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Préciser, le cas échéant, si ces personnes ont des intérêts qui les lient aux plateformes : Le cas échéant, préciser pour chacun quels sont lesdits intérêts

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Préciser, le cas échéant, si ces personnes ont des intérêts qui les lient aux plateformes : Le cas échéant, préciser pour chacun quels sont lesdits intérêts

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Préciser, le cas échéant, si ces personnes ont des intérêts qui les lient aux plateformes : Le cas échéant, préciser pour chacun quels sont lesdits intérêts

3. Politiques, procédures et/ou mesures mises en place pour garantir que l'organisme et son personnel sont indépendants vis-à-vis des fournisseurs de plateformes en ligne et qu'ils exercent leurs activités de signalement de manière objective, et ce pendant toute la durée d'attribution du statut

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

4. Modèle de financement des coûts de mise en place et de fonctionnement ultérieur de la mission de signaleur de confiance : doivent être inclus les financements suivants :

Type de financement

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Financement public
- ☐ Ressources propres : cotisations des adhérents, dons/donations/legs
- ☐ Financement par des organismes privés
- ☐ Rémunérations et/ou cotisations en provenance d'organismes privées
- ☐ Capital social et investisseurs
- ☐ Autres sources de financement

Proportion de cette source de financement

Type de financement

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Financement public
- ☐ Ressources propres : cotisations des adhérents, dons/donations/legs
- ☐ Financement par des organismes privés
- ☐ Rémunérations et/ou cotisations en provenance d'organismes privées
- ☐ Capital social et investisseurs
- ☐ Autres sources de financement

Proportion de cette source de financement

Type de financement

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Financement public
- ☐ Ressources propres : cotisations des adhérents, dons/donations/legs
- ☐ Financement par des organismes privés
- ☐ Rémunérations et/ou cotisations en provenance d'organismes privées
- ☐ Capital social et investisseurs
- ☐ Autres sources de financement

Proportion de cette source de financement

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

5. Tout ou partie des personnes participant à l'activité de signalement au sein de l'organisme ou pour son compte sont-elles des membres du personnel d'une plateforme en ligne (ou d'une société travaillant pour une plateforme en ligne) et/ou ont-elles un lien financier ou décisionnel avec une ou des plateformes en ligne ?

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Préciser

6. Procédures et règles prévues pour prévenir les conflits d'intérêt pour les personnels de l'organisme engagés dans l'activité de signalement

7. Existence d'accords ou de contrats (ancien et/ou en vigueur) conclus avec des plateformes (autre ceux mentionnés en réponse à la question 7 de la section 2)

Informations relatives aux critères de diligence, précision et objectivité

1. Sur l'année civile écoulée (ou autre période à défaut, à préciser le cas échéant)

1.1. Nombre de signalements soumis le cas échéant par l'organisme à des plateformes en ligne

NB ; ne pas inclure les signalements adressés à d'autres structures (ex. ; autorités publiques)

1.2. Nombre de signalements rejetés le cas échéant par les plateformes et motifs de rejet

NB ; ne pas inclure les signalements adressés à d'autres structures (ex. ; autorités publiques)

2. Méthodes mises en œuvre ou prévues par l'organisme pour améliorer son activité de signalement à la lumière de l'expérience (notamment, comment améliorer progressivement la pertinence de la détection et l'identification de contenus illicites)

3. Un mécanisme en ligne accessible au public pour permettre aux utilisateurs de plateformes en ligne de signaler un contenu illicite à l'organisme existe-t-il ou est-il prévu ?

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

4. Mesures prises pour garantir que la procédure de signalement proposée à ses utilisateurs par l'organisme est sécurisée, accessible et conforme à la législation applicable en matière de protection de la vie privée et des données (RGPD)

5. Critères (éventuellement) utilisés par l'organisme pour prioriser, trier et notifier les contenus illicites aux plateformes en ligne

6. Politique actuelle de publication des informations relatives à l'activité de signalement de l'organisme (y compris la méthodologie, les statistiques de détection, les politiques de correction et de réclamation, etc.)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ 6.1. Fournir les publications sur les trois derniers exercices le cas échéant

7. L'organisme fera-t-il évoluer sa politique de publication s'il obtient le statut de signaleur de confiance ? Le cas échéant, comment ?

Signature de l'acte de candidature

Dans le cadre de la candidature au statut de signaleur de confiance, je déclare sur l'honneur que l'organisme :

a fourni des informations exactes dans le cadre de sa candidature

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

n'a dissimulé volontairement aucune information qui pourrait influencer la décision de l'Arcom

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

a pris connaissance de toutes les informations présentes dans le document "Guide de candidature au statut de signaleur de confiance" publié par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom)

Cochez la mention applicable

☐ Oui

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Non

s'engage à ce que les personnes exerçant l'activité de signaleur de confiance en son nom respectent les conditions d'exercice de ce statut conformément à l'article 22 du Règlement sur les services numériques

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

s'engage à informer l'Arcom, dans les meilleurs délais, de tout changement de situation qui interviendrait à la suite du dépôt de la candidature (et le cas échéant, de l'attribution du statut) et serait susceptible d'en modifier l'appréciation

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

s'engage à ne pas utiliser le statut à d'autres fins que celles prévues à l'article 22 du Règlement sur les services numériques

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pièces justificatives

Le candidat devra fournir, parmi les documents suivants, tous ceux qui sont pertinents au regard de sa situation

Informations générales

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Statuts de l'organisme

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Documents juridiques fondateurs de l'organisme ou, s'il s'agit d'un organisme public, lien vers les dispositions législatives et/ou réglementaires pertinentes qui établissent l'organisme et déterminent ses objectifs, ainsi qu'un extrait des principales dispositions

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Extrait KBIS de moins de trois mois ou, pour les associations, récépissé de déclaration sur lequel figure son numéro d'inscription au Registre national des associations (Rna) et extrait de parution au Journal Officiel

Expertise et compétence

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Liste des formations et outils à destination des employés ou membres chargés des activités de détection, identification et notification de contenus illicites

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Expertise requise attendue des nouveaux membres du personnel

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Preuves de qualifications (certificats, accréditations, etc.)

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Publications, études et contributions antérieures

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Preuve de l'expérience pour les membres de l'entité qui exécuteront les activités liées au statut de signaleur de confiance (incluant leur biographie ou curriculum vitae, historique de travail, références)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Preuve de l'expérience de l'entité dans le ou les domaine(s) d'expertise revendiqués (rapport d'activité)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Documents, tels que des rapports annuels et des éléments chiffrés, qui démontrent l'existence d'un intérêt et d'une expertise pour une cause correspondant au(x) domaine(s) d'expertise pour lesquels l'organisme se porte candidat, et qui mettent en évidence les actions concrètes adoptées par l'organisme pour défendre cet intérêt ou cette cause et les moyens mis en œuvre à cet égard

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Antécédents ou rapports annuels existants ou antérieurs, y compris les chiffres, qui démontrent une expérience antérieure en matière de signalement de contenus illicites dans le ou les domaines d'expertise pour lesquels l'organisme se porte candidat

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Description, documentée, des procédures utilisées pour la détection, l'identification et la notification des contenus illicites

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Procédures et mécanismes mis en place pour traiter rapidement et précisément les signalements des utilisateurs

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Preuve d'une coopération établie avec des experts tiers

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Si l'organisme sous-traite tout ou partie des activités liées au statut de signaleur de confiance, tout élément permettant d'apprécier le niveau de contrôle exercé par l'organisme sur les activités du sous-traitant

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Preuve d'engagement au respect de la réglementation applicable aux données à caractère personnel

Indépendance décisionnelle à l'égard des fournisseurs de plateformes en ligne

Indépendance décisionnelle

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Composition de l'organe de gouvernance

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

- ☐ Description du processus de décision

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Critères de sélection du personnel intervenant dans l'activité de signalement

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Politique d'intégrité / règles relatives aux conflits d'intérêts

Sources financières

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Description des ressources financières

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Rapports de financement antérieurs (ou, à défaut, budget prévisionnel)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Description de la manière dont le candidat met ses rapports de financement à la disposition du public (par exemple, lien vers la publication sur son site web)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Contrat/accord préexistant(e) avec la/les plateforme(s) ou d'autres sources de financement (sur une base confidentielle s'il comporte une clause de non-divulgence)

Diligence, précision et objectivité

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Mécanismes de signalement existants accessibles aux utilisateurs, par exemple sur le site de l'entité candidate

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Procédures ou outils de détection proactive/suivi des contenus illicites sur les plateformes en ligne

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Rapport sur les activités de signalement antérieures

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Rapport sur le mécanisme lui permettant de prioriser les signalements réceptionnés

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Nombre, qualité et sources des études et des preuves qui seront utilisées pour le signalement. Les sources des preuves et des études soumises par le candidat seront étudiées et vérifiées afin de s'assurer qu'elles ne présentent pas d'intérêt à influencer l'étude ou la preuve en question

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Si le candidat a déjà travaillé avec des plateformes pour signaler des contenus, des rapports ou des lettres de recommandation de ces plateformes peuvent appuyer la candidature

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Politique de correction que le candidat utilisera pour corriger les éventuelles erreurs de signalement qu'il commettra

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Acte de candidature au statut de signaleur de confiance

☐ Taux de notifications refusées par les plateformes réceptrices des notifications sur une période antérieure

Sur une période antérieure

Autre(s) pièce(s)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Toute autre preuve pertinente, pouvant attester de l'expertise dans un domaine précis de l'entité candidate ou autres